



FÉDÉRATION SYNDICALE UNITAIRE

Enseignement, Éducation, Recherche, Culture, Formation,
Insertion

Section départementale du Tarn

Motion présentée lors du CDEN du 13/09/2018

Cet été aura apporté son lot de nouvelles et d'informations préoccupantes.

Nous sommes des enseignants, chargés notamment de l'éducation morale et civique, de la formation de l'esprit critique de la jeunesse de notre pays. Comment accueillir alors les comportements honteux, les mensonges à tous les étages, y compris lors de déclarations sous serment, qui se sont multipliés lors des tristes affaires Benalla, Kohler ou encore Nyssen ? Comment demander à des enfants d'être plus honnêtes que ceux qui devraient incarner la probité et qui se vautrent dans des comportements et des déclarations inqualifiables, sans jamais subir les conséquences de leurs actes ?

Une fois de plus, dans cette instance, nous alertons sur la déliquescence du lien social, du vivre ensemble qui afflige notre pays.

Il faut dire que les néo-libéraux qui nous gouvernent ne croient pas en la société. Ils croient en des individus mus par leurs intérêts égoïstes et imaginent qu'il est plus juste que le plus fort l'emporte.

Cette importation d'un darwinisme mal digéré dans la pensée politique porte en elle l'ensauvagement de l'humanité. Nous le voyons chaque jour sous nos yeux, dans ce monde qui se noie dans les eaux glacées du calcul égoïste socialement et écologiquement.

La destruction des solidarités collectives et des services publics est bien sûr une priorité pour ces néo-libéraux et les intérêts financiers qu'ils représentent.

Nous ne reviendrons pas aujourd'hui en détail sur le contexte général qui voit confirmer l'austérité et la précarité pour la majorité tandis que les profits des grands groupes privés et les dividendes versés aux actionnaires dépassent l'entendement.

Tentons seulement un tableau d'ensemble :

- Blocage des salaires des fonctionnaires et maintien du jour de carence ;
- Volonté annoncée de supprimer les instances paritaires dans la fonction publique ;
- Vision rétrograde de notre système éducatif : remise en cause des programmes de 2015 et retour vers ceux très décriés de 2008, livret orange à l'attention des collègues de CP pour leur expliquer comment faire leur métier, restriction aux seuls Français et Mathématiques comme choix pour nos animations pédagogiques, nouvelles évaluations...
- 4500 suppressions de postes dans la Fonction Publique. Qui peut penser que les hôpitaux, les écoles, les services de Justice, de l'agriculture etc. et les collectivités territoriales peuvent jouer leur rôle sans fonctionnaires en nombre suffisant pour cela ? ;

- Fin de l'indexation des pensions de retraite sur les prix au nom de la « maîtrise des dépenses ». Après le gel des pensions en 2018 et l'augmentation de la CSG, la revalorisation sera de +0,3 % en 2019 et 2020 alors que l'inflation est de 2,3 % en un an : 2018/2019/2020 = 9 % de perte (1 944€/an pour une pension mensuelle de 1 800€, plus d'un mois de pension !!!) ;
- Sélection brutale avec *Parcoursup* pour les futurs étudiants dont beaucoup sont encore dans l'incertitude ;
- Et pendant ce temps là : suppression de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune, augmentation de 6 % des dividendes versés aux actionnaires du CAC 40, casse du droit du travail, casse du service public ferroviaire, généralisation de la précarité, loi cyniquement nommée *Asile et immigration* et chasse aux migrants...
- Et dans un avenir proche : l'assurance chômage, les retraites, la sécurité sociale...

Avec une dotation de 3 postes pour la rentrée 2018-2019, des effectifs stables et 15 CP à dédoubler en REP, comme nous l'avions annoncée lors des instances de carte scolaire de Mars, la situation s'est clairement dégradée à cette rentrée. Dans notre département, la mesure phare du Ministre Blanquer s'est mise en place avec des moyens constants, les postes des uns finançant des mesures démagogiques et dispendieuses pour les autres. Les politiques d'austérité menées par les gouvernements successifs continuent de mettre à mal le Service Public d'Éducation. La dotation du Tarn reste toujours largement insuffisante. Les seuils ne sont pas fixés en fonction de critères pédagogiques mais en fonction des moyens votés au budget de l'Etat. Le SNUipp-FSU continue de dénoncer ces seuils beaucoup trop élevés.

Le SNUipp-FSU s'indigne du fait que certains IEN annoncent à l'avance les décisions des instances qui ne sont pas encore prises en annonçant des fermetures dans les écoles et demandent aux collègues de faire la rentrée avec une classe de moins, comme c'est le cas dans les circonscriptions de Castres et de Lavaur.

Dès cette rentrée, ce sont 17 écoles ou RPI qui dépasseront ou atteindront les seuils limites de capacité d'accueil que vous avez fixés, ou s'en rapprocheront, souvent à un ou deux élèves près :

- Sont concernées les écoles de Puech Auriol à Castres, Le Bez, Jean Moulin à Carmaux, Lempaut, Teulat, Valence d'Albigeois, Crins à Graulhet, Nougaro et Saint-Saint-Exupéry à Albi, Lagrave, Saint Paul Cap de Joux, Villefranche d'Albigeois et les Clauzade maternelle à Lavaur ;
- Sont concernés aussi les RPI de Briatexte / Saint-Gauzens, Bernac / Sainte Croix / Villeneuve et Blayes-les-mines, Fenols / Lasgrais / Orban

Le SNUipp-FSU note que sur les 8 écoles au dessus de vos seuils d'ouverture, 3 écoles étaient en situation d'ouverture conditionnelle et 2 en fermeture. Lors des instances de carte scolaire de Mars, nous sommes longuement intervenu pour dénoncer ces cas absurdes. Si les délégués des personnels avaient été écoutés, ces situations de confusion et d'incertitude des équipes, des familles et des élèves auraient pu être évitées.

De plus, le SNUipp-FSU est préoccupé par la situation des écoles maternelles de la ville de Lavaur. Comment accepter que le premier contact avec l'école se fasse dans des classes aussi chargées ?

Dans cette instance, nous voterons évidemment contre toutes les fermetures, car, en particulier après la rentrée, une fermeture désorganise toute une école en mettant les élèves et les enseignant-es dans des conditions plus difficiles. Cette idée était partagée par votre prédécesseure et exprimée lors du CTSD de rentrée 2016. Pour le SNUipp-FSU 81, il est inacceptable de fermer des classes dans les écoles où les situations d'apprentissages de nos élèves sont bonnes au prétexte qu'il faut en ouvrir là où ces conditions sont dégradées. Ce sont de réels moyens humains dont le système éducatif a besoin. Les conditions de travail des PE et d'apprentissages de nos élèves sont idéales dans les écoles que vous avez ciblé à la fermeture... Pour la FSU, il est impératif de rompre avec ces politiques socialement injustes qui continuent de creuser les inégalités dans notre pays.

La lutte contre les inégalités scolaires, intrinsèquement liées aux inégalités sociales, doit être un des objectifs assignés au système éducatif. Rappelons que ces inégalités ne touchent pas que les écoles de REP/REP+, comme le sous-entend la mise en place des CP et CE1 à 12. Les écoles des villes d'Albi et de Castres ne font plus partie des zones d'éducation

prioritaire depuis la rentrée 2015. Les quartiers de Cantepau à Albi et de Laden à Castres font partie des 30 quartiers les plus pauvres de France (dans ces deux quartiers, le taux de pauvreté est de 60% selon l'INSEE). Nous vous demandons, Monsieur le DASEN d'intervenir auprès du Ministère de l'Education Nationale afin d'obtenir le classement pour la rentrée 2019 en REP ou REP + des écoles et des collèges oubliés en 2015 alors qu'ils relèvent des critères de l'éducation prioritaire.

De plus, la mise en place des CP à 12 à moyens constants impose une augmentation significative des effectifs dans les autres classes des écoles en REP.

Pour contrer cette augmentation d'effectif injuste et injustifiée (dépassant les seuils REP dans la quasi-totalité des classes de TPS, PS, MS, GS, CE1, CE2, CM1 et CM2), le SNUipp-FSU demande à ce que le calcul des effectifs d'une école en REP se fasse, cette année, en comptant les CP à part et, l'année prochaine, en comptant les CP et CE1 à part.

Nous avons dans le département du Tarn 3 postes de Maîtres G non pourvus. A ce jour, un seul de ces 3 postes risque d'être pourvu.

Le SNUipp-FSU revendique des antennes RASED complètes sur tous le territoire. Mais dans le cas où, un poste ne serait pas pourvu, le SNUipp-FSU demande à ce que ce poste soit banalisé pour l'année scolaire afin de permettre de ne pas fermer des classes dans les écoles.

La situation des remplacements concernant l'année scolaire 2017-2018 a été très correcte jusqu'au mois de janvier. Loin de minimiser le travail des agents administratifs en charge de la gestion du remplacement, nous pensons que l'amélioration des remplacements de l'année scolaire précédente a surtout été due au sur-nombre en personnel qu'a connu notre département pour le début d'année et l'instauration du jour de carence à partir du 1^{er} janvier. Il est à rappeler que sous la mandature Sarkozy, les congés courts avaient, en effet, diminué dans un premier temps, mais les congés longs avaient explosés quelques mois après. Pour rappel, le SNUipp-FSU 81 demande depuis de nombreuses années la création de 20 postes de remplaçants pour les congés maladie ordinaires...

Malgré la création de 2 postes de remplaçants pour cette rentrée, nous craignons un retour aux situations catastrophiques que nous avons connues lors des années scolaires 2015/2016 et 2016/2017.

Pour faire face à cette problématique, la solution choisie chaque année par notre administration est le recrutement de contractuels non formés. Cette situation est inacceptable. Le SNUipp-FSU s'est d'ailleurs adressé à la rectrice, comme chaque année, pour demander l'allongement significatif de la liste d'attente complémentaire du CRPE pour pouvoir, tout au long de l'année, recruter des personnels bénéficiant alors du concours.

Depuis plusieurs années, la FSU s'inquiète de la situation des ULIS école dans le Tarn. Dès cette rentrée, les classes d'ULIS seront déjà surchargées dans la majorité des dispositifs du département :

- 2 ULIS avec 13 élèves alors que les textes les limitent à 12 ;
- 12 ULIS avec 12 élèves ;
- 2 ULIS avec 11 élèves ;
- 2 ULIS avec moins de 10 élèves.

Nous avons alerté à ce sujet lors des dernières instances mais la situation est toujours aussi préoccupante à cette rentrée.

Nationalement, 100 postes restaient à attribuer pour l'ouverture d'Ulis-école. La création du dispositif de La Viscose s'est-il inscrit dans cette dotation ?

Enfin, nous notons que ces élèves ne sont toujours pas pris en compte dans les prévisions d'effectifs que vous reprenez pour calculer le P/E des écoles. Il en est de même pour les élèves

de moins de 3 ans et les enfants du voyage, présents sur l'école mais ne comptant pas dans le P/E lors des opérations de carte scolaire. C'est environ 500 élèves qui disparaissent lors des opérations de carte scolaire. Le SNUipp-FSU demande de comptabiliser dès ce CTSD/CDEN ces élèves dans les opérations de carte scolaire !

Le SNUipp-FSU continue de dénoncer, comme il le fait à chaque CDEN, le traitement infligé à l'école Camille Claudel d'Albi, ses personnels, ses élèves, leurs parents. Une volonté conjointe de la DSDEN du Tarn et de la Mairie d'Albi de fermer cette école par tous les moyens malgré la contestation des parents d'élèves de l'école et de toutes les écoles concernées.

Ce n'est pas seulement le fait de fermer que le SNUipp-FSU dénonce fermement, mais également la manière. Que dire des pressions infligées par la hiérarchie aux collègues enseignants de l'école pour qu'ils ne joignent pas leur voix à la contestation ? Que dire également de la pression exercée par la Mairie d'Albi sur les parents d'élèves considérés comme des « dangereux anarchistes » ?

Le SNUipp-FSU rappelle que le CDEN du Tarn s'était prononcé contre la fermeture de cette école.

Le SNUipp-FSU a eu vent du projet de « célébration » de cette fermeture annoncée avec l'organisation d'un spectacle à la scène nationale d'Albi et dénonce le cynisme d'un tel projet.

Les enseignant-es de ce département comme d'ailleurs exigent une réelle reconnaissance, qui passe par des conditions de travail et d'enseignement améliorées et par une augmentation significative des salaires.

Pour le SNUipp-FSU des conditions décentes de travail pour les PE et d'apprentissage pour les élèves nécessitent des écoles ne dépassant pas 25 élèves de moyenne par classe et 20 en REP, dans les quartiers difficiles, les petites écoles à 2/3 classes et les écoles de montagne ou en rural isolé. Elles nécessitent aussi que les enseignant.es ab-sent.es soient remplacé.es dans leur classe, que les directeur.trices bénéficient de plus de temps pour effectuer leurs missions sur les écoles, que les enseignants puissent partir massivement en formation continue, que les élèves en difficultés puissent être accompagnés par les enseignant.es des RASED.

La taille des classes est un des leviers de la réussite scolaire, les études sont formelles et le gouvernement en est conscient puisqu'il a décidé de dédoubler les CP en REP+. Nous réclamons donc un effort sur l'ensemble des classes du pays car, d'après la recherche, la taille des classes a des influences sur les conditions de travail des enseignants et la réussite des élèves. Elle permet plus aisément le travail sur le langage dès la maternelle et jusqu'au cycle 3, le travail de groupes, les manipulations et le suivi de chaque élève.

Pour redonner espoir aux familles, élèves et enseignant.es de ce département en leur donnant des conditions décentes de travail et d'apprentissage, voici les écoles dans lesquelles il faut ouvrir une classe supplémentaire pour la rentrée prochaine : *voir l'annexe à cette déclaration*

Les moyens nécessaires à une vraie refondation de l'école dans le Tarn, nous les avons chiffrés :

🕒 **121 postes** pour qu'aucune école n'ait une **moyenne supérieure ou égale à 25 élèves par classe et 20 en REP**, dans les quartiers difficiles qui ne sont plus reconnus en éducation prioritaire, en zone montagne ainsi que les petites structures (écoles de 2 et 3 classes) ;

🕒 **38 postes RASED** pour reconstituer 18 antennes RASED complètes avec 1 maître G, 2 maîtres E et 1 psychologue scolaire ;

🕒 **30 postes de remplaçant-es** pour reconstituer une brigade de remplacement formation continue, soit 2% du nombre d'enseignant.es total du département ;

🕒 **20 postes de remplocant-es** pour qu'il n'y ait plus de classe non remplacée pendant plusieurs jours et d'enfants scolarisés dans des classes à plus de 35, voire 40 élèves quand il faut accueillir les élèves des collègues non remplacé-es ;

🕒 **75 postes** pour revenir à un taux de scolarisation de 50 % des **enfants de moins de 3 ans** ;

🕒 **50 postes** pour les **décharges de direction** (décharge complète à partir de 10 classes, demi-décharge de D6 à D9, quart de décharge de D2 à D5 et demi-journée de décharge pour les D1) ;

🕒 **50 postes** comme 1ère étape de la mise en place du « **Plus de maîtres que de classe** » **version SNUipp-FSU**, qui n'a rien avoir avec la posologie homéopathique de notre ancienne Ministre, pour aller vers, à terme, 250 postes correspondant à 1 maître supplémentaire pour 5 classes ; au lieu d'aller vers sa destruction.

**Pour une vraie refondation de l'Ecole,
le SNUipp-FSU Tarn demande
la création de 384 postes**

Les hommes et les femmes politiques au pouvoir ne changent pas et le projet politique reste le même pour l'éducation : reproduire les élites et diminuer les dépenses.

Afin d'assurer un avenir serein et heureux pour les enfants de notre département, le SNUipp-FSU propose au vote du CDEN la motion suivante : *Voir motion en annexe.*